ISSN 0024-7650

URSS *dilemme pour politiciens :* être ou ne pas être... hors du PCUS

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 155 - 3 août 1990 - prix : 8 F

Après la libération de Naccache

La révolte des détenus qui n'ont rien à marchander

AFP

M 6189 - 1155 - 8,00 F

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 65 295

Après la libération de Naccache

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

LA RÉVOLTE DES DÉTENUS QUI N'ONT RIEN À MARCHANDER

Les prisons françaises sont entrées en ébullition les unes après les autres, de Valenciennes à Ajaccio, de Strasbourg à Rouen, de Perpignan à Lyon, parce qu'il fait chaud, parce qu'elles sont surpeuplées, et parce que la libération, vendredi 27 juillet, d'Anis Naccache, l'agent iranien qui avait en 1980 tenté d'assassiner Chapour Bakhtiar, l'ancien Premier ministre du shah, a entraîné la révolte de ceux qui sont les oubliés de la grâce présidentielle, les oubliés même des tribunaux, puisqu'une bonne partie des détenus sont en prison à titre préventif, parfois pendant des années, avant même d'avoir été jugés.

Alors tous ces détenus ont manifesté dans les prisons pour rappeler leur existence, leurs conditions de détention et demander pourquoi ils ne pourraient pas bénéficier eux aussi d'une grâce.

C'est qu'ils ne servent à rien dans les marchandages inavouables du gouvernement français, contrairement à Nacache justement.

D'ailleurs la libération de Naccache, elle, était dans l'air depuis longtemps. Mitterrand en tant que président de la République, Chirac en tant que Premier ministre de 1986 à 1988, en avaient parlé à plusieurs reprises. Ils montaient sur leurs grands chevaux en disant qu'il n'était pas question de transiger avec "le terrorisme" pour laisser entendre tout de suite après qu'évidemment ça dépendait en échange de quoi...

L'affaire Naccache n'est que la partie visible d'un marchandage dans lequel les otages, dont il faudrait "sauver la vie", le "terrorisme", auquel il faudrait opposer la fermeté, ne sont que des prétextes.

Le gouvernement français reproche au gouvernement iranien ses méthodes, et celles-ci sont en effet odieuses. L'ennui est que les siennes ne valent pas mieux.

Depuis dix ans, il garde en otage un prêt de un milliard de dollars fait par l'Iran du shah à la France et se sert des agents iraniens qu'il détient comme de monnaies d'échange. Et surtout, pendant huit ans, après le renversement de la dictature du shah, les gouvernements français n'ont cessé d'aider militairement et financièrement l'Irak à faire la guerre à l'Iran, au prix d'un million de morts et de destructions énormes.

Si les peuples iranien et irakien ont payé pendant huit ans le prix du sang, les marchands de canon français, eux, ont fait des affaires d'or.

Et si la guerre n'a pas fait s'écrouler le régime iranien comme un certain nombre de dirigeants occidentaux l'espéraient sans doute au début, elle l'a au moins obligé, tout comme l'Irak, à chercher des aides du côté occidental pour acheter son pétrole ou lui vendre des armes. Et en même temps, la guerre a certainement contribué à consolider en Iran une nouvelle dictature qui pèse sur le peuple et lui fait payer cher sa révolte contre le shah...

Maintenant la guerre est finie. De l'avis des gouvernements occidentaux, il est temps de "normaliser" les relations avec l'Iran, c'est-à-dire de considérer son régime comme une dictature comme une autre, avec laquelle on peut faire des affaires comme on en a fait avec l'Iran du shah ou comme on n'a pas cessé d'en faire avec l'Irak.

La libération des otages français au Liban ou celle de Naccache font partie de cette normalisation, mais l'essentiel, c'est les affaires, qui n'ont pas attendu cette dernière libération pour reprendre.

Après avoir fait des profits fabuleux dans la guerre Iran-Irak et la destruction d'une bonne partie de ces deux pays, les grandes sociétés françaises font déjà des affaires dans... la reconstruction. Celle-ci représenterait un marché de 100 milliards de dollars, cent fois plus que le fameux prêt iranien que la France garde en otage depuis dix ans. Le gouvernement français a d'ailleurs commencé à rembourser ce prêt, donnant-donnant, au fur et à mesure que des entreprises comme Peugeot, l'Air Liquide, Entrepose et bien d'autres signaient des contrats faisant revenir l'argent vers leurs comptes en banque...

Voilà ce qui est vraiment en cause dans l'affaire Naccache. Les prisonniers qui ont manifesté dans les prisons françaises, eux, resteront en prison parce que, pour leur malheur, leur libération ne comporte pas les mêmes enjeux...

Car le seul "principe" qu'un Mitterrand ou un Chirac défendent, c'est l'intérêt des contrats que peuvent passer les patrons français. Des gens habitués à faire de l'argent avec la peau des autres et que les bonnes affaires faites en Irak ou en Iran ne rendent pas plus souples face à leurs salariés en France quand ils demandent une augmentation ou s'opposent à un licenciement... Au fond, ils ont exactement autant de considération pour leurs salariés en France que pour ces millions de pauvres irakiens et iraniens qu'ils ont aidés pendant des années à s'entretuer en encaissant les dividendes. Chair à canon ou chair à profit, c'est seulement une question d'opportunité.

A Fréjus
LES COPAINS ET LES COQUINS

Le conseil d'Etat vient de refuser d'accéder à la demande de François Léotard, président du Parti Républicain et maire de Fréjus, de revenir sur l'annulation qui avait frappé la déclaration d'utilité publique émise par la municipalité de Fréjus, afin d'avoir la haute main sur la construction d'un port de plaisance entouré d'immeubles d'habitation.

Cela signifie en principe que les expropriations réalisées par la municipalité sont caduques. D'ailleurs trois permis de construire délivrés par celle-ci ont déjà été eux aussi annulés... Mais la municipalité s'est empressée d'émettre une nouvelle déclaration d'utilité publique et d'octroyer, en un temps record, de nouveaux permis de construire afin que les travaux ne soient pas interrompus.

Le premier promoteur exproprié au profit de gens plus proches de la mairie entend poursuivre la bataille juridique, qui est donc loin d'être terminée, même si les promoteurs de la municipalité ont déjà commencé à procéder à la vente des appartements ...sur plan.

C'est qu'un beau fromage est en jeu. Le terrain non constructible évalué à 200 F le m² passera une fois construit à 25 000 F le m².

Il est peu probable que cette opération de spéculation immobilière soit utile au public qui, paraît-il, ne pourra plus guère voir la mer. Mais ça profitera sans doute aux quelques privilégiés qui pourront jouir de cette nouvelle marina et surtout aux promoteurs immobiliers, amis ou pas de la municipalité. François Léotard a beau se prétendre le défenseur des intérêts publics, le chef du Parti Républicain apparaît surtout dans cette affaire comme le chef d'une bande de profiteurs qui n'entendent pas lâcher un si beau fromage.

Le logement à Paris
Côté rue, côté jardin

Les mal-logés à Paris sont, paraît-il, une préoccupation de la Ville de Paris et du gouvernement. C'est ce qui explique sans doute cette opération immobilière, dans le X^e^ arrondissement de la capitale, le long du canal Saint-Martin, qui commence à faire des vagues. L'Assistance publique, propriétaire de précieux mètres carrés dans ce quartier, les a cédés à un promoteur privé qui, outre quelques logements sociaux, va surtout construire des logements résidentiels, des commerces et des bureaux.

Qui plus est, une partie du square Villemin est destinée à être bétonnée pour les besoins de cette opération.

Plusieurs associations de défense du jardin ont déjà déposé un recours devant le tribunal administratif afin que l'on protège ce coin de verdure. Notons que tout le monde est impliqué dans cette opération immobilière : la Ville de Paris, propriétaire du jardin, l'Assistance publique, organisme public dépendant directement du gouvernement. Cette dernière, sous prétexte de la construction de 61 logements sociaux pour son personnel – dont un tiers seulement sera accessible à des bourses modestes – cède à l'amiable un terrain de 6 500 m² au promoteur, qui réalisera 70 studios et duplex en accession à la propriété, à des prix du marché parisien, des commerces et des parkings.

Le promoteur, la Ville et le gouvernement sont contents d'avoir réalisé chacun une bonne affaire. Au détriment du logement des gens modestes ? La belle affaire !

L.V.

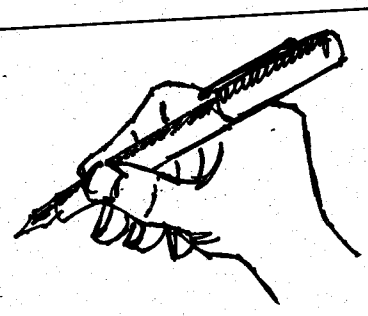
Ratp-Sncf
LA SAISON DES HAUSSES

Les feuilles tombent à l'automne, la neige en hiver, la pluie au printemps et les augmentations l'été. Tout ça n'est pas très nouveau mais régulier comme une horloge.

D'ailleurs ça vient de tomber : 4,5% de hausse sur tous les tarifs du métro parisien et des chemins de fer. Plus que l'inflation officielle et bien plus que les augmentations de salaires.

Pas très fiers d'eux, les gouvernants annoncent ces décisions quand la grande majorité des salariés sont en congés. A nous de leur annoncer les nôtres, l'augmentation de 1500 F de tous les salaires par exemple, quand nous serons tous ensemble, à la rentrée !

Nos lecteurs nous écrivent



LE RACKET DE LA RATP

Il ne suffit pas à la RATP d'augmenter ses tarifs, elle lance sur les travailleurs ses hordes de contrôleurs qui verbalisent pour un oui et pour un non. Ainsi, une vieille femme de 80 ans prend un couloir à Saint-Lazare, marqué sens interdit, mais couramment emprunté par les voyageurs car il raccourcit pour la correspondance. Un contrôleur courageux mais pas téméraire laisse passer des jeunes mais verbalise la vieille dame. Une jeune collègue, mère d'un enfant qu'elle élève seule, monte en première classe alors qu'elle n'a qu'un billet de seconde. Elle est verbalisée. Elle ne peut pas payer de suite et maintenant elle est menacée de saisie de son mobilier par un huissier. Une autre collègue, les bras chargés de paquets, suit son mari pour passer le portillon. Elle apporte au contrôleur la preuve qu'elle était en possession d'une carte orange. Rien n'y fait, elle est verbalisée pour *"incitation à la fraude"*.

Prenez la correspondance à la Motte-Piquet et vous êtes cernés en haut des escaliers mécaniques (au moins deux à trois fois par semaine à l'heure de sortie du travail) par une bande de "peaux rouges" (c'est comme ça qu'on appelait les contrôleurs dans ma jeunesse) qui, à peine polis, examinent dans tous les sens votre ticket, vous faisant rater la correspondance et visiblement au désespoir de ne pas avoir trouvé d'irrégularité. Combien sont-ils payés pour jouer ce rôle ? Sans doute à peine plus du SMIC...

L.Q. (Arcueil)

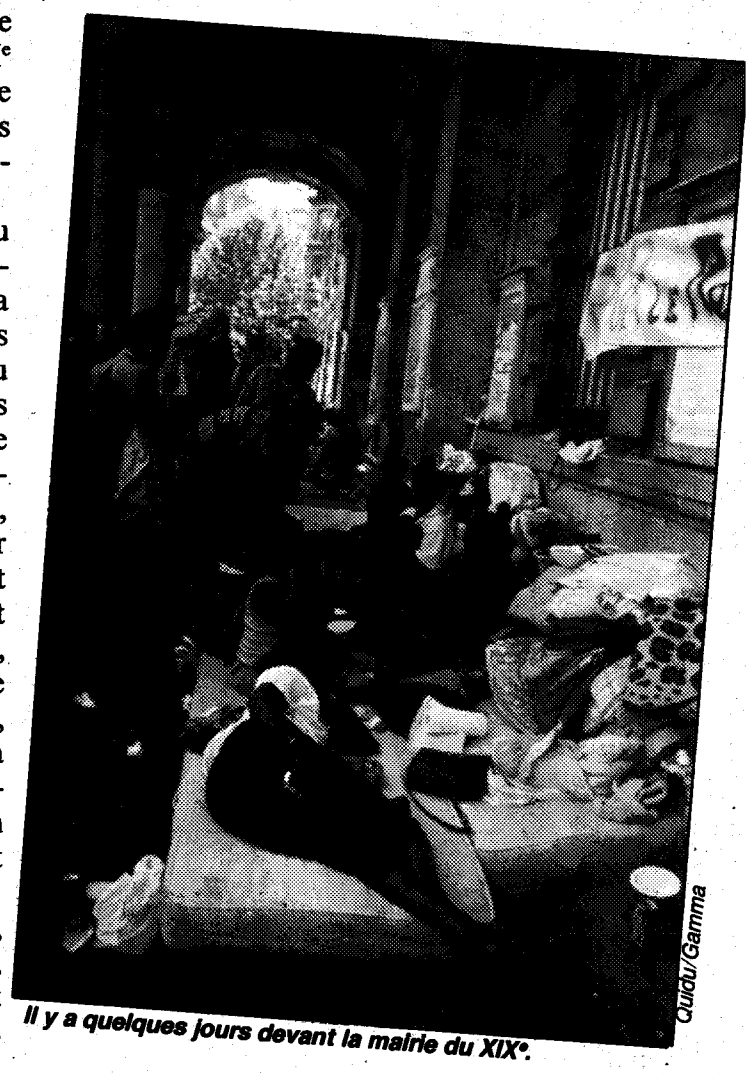
Toujours des mal-logés à la belle étoile

Début août, place de la Réunion, dans le XX^e^ arrondissement, plus de la moitié des 47 familles expulsées campent toujours car non relogées.

Devant la mairie du XIX^e^, les tentes qui abritaient les expulsés de la rue Petit ont disparu, les familles ayant obtenu logements, ou promesses de logement. Mais de nouvelles familles expulsées, «individuellement», de divers endroits et pour divers motifs ont fait comme les précédents et ont installé des matelas, un réchaud, mais pas de tente pour le moment, devant la mairie, à l'étonnement des passants qui croyaient, selon la presse, que tout était réglé.

Dans le XVIII^e^, devant le Sacré-Cœur, neuf familles campent depuis 65 jours, après avoir été expulsées d'un immeuble déclaré en péril. Leur relogement traîne en longueur...

Des familles jetées sur le pavé ont donc trouvé ce moyen de lutte qui se développe : camper dans la rue, devant une mairie par exemple, et en se montrant faire du scandale. Les autorités n'aiment pas beaucoup cela, et un certain nombre de familles ont réussi à obtenir par ce moyen des logements.



Quidu/Gamma

Il y a quelques jours devant la mairie du XIX^e^.

La vague des expulsions ne ralentissant pas, verra-t-on de plus en plus, devant les mairies de Paris les campements de fortune des gens mis à la rue ?

Libéria

GUERRE DE BRIGANDS

La guerre continue au Libéria entre l'armée d'un dictateur et celle d'un de ses anciens hauts fonctionnaires. Guerre inter-ethnique dit-on ? Plutôt guerre de clans entre deux et peut-être trois factions rivales qui, chacune d'elles, aspirent à s'emparer du pouvoir.

La population des diverses ethnies qui peuplent le Libéria est, elle, victime des massacres et fuit les zones de combats quand ce n'est pas le pays lui-même.

Aujourd'hui, les représentants des grandes puissances feignent de découvrir les horreurs de cette guerre. Mais ne connaissaient-ils pas le dictateur, Samuel Doe, qui dix ans durant a fait régner la terreur sur tout le Libéria ? Ne connaissaient-ils pas Charles Taylor, celui qui tente de prendre sa place et qui, il y a quelques années, s'était réfugié aux Etats-Unis après avoir été accusé d'un détournement de plusieurs dizaines de milliers de dollars ?

Bien sûr, ceux qui se combattent aujourd'hui sont des brigands. Mais ils ont tout de même une qualité aux yeux des grandes puissances, et des Etats-Unis en premier lieu, pour qui le Libéria est une semi-colonie ; la qualité justement de faire respecter un ordre favorable à l'impérialisme, un ordre qui transforme le pays en une vaste chasse gardée pour multinationales, où peuvent s'installer les banquiers en mal de paradis fiscaux et les armateurs à la recherche de pavillons de complaisance.

Et pour maintenir tout cela, pour maintenir un pays sous la domination de l'Occident, il faut un Etat, «sauvage» si besoin est à l'égard des populations, c'est-à-dire des bandes d'hommes armés capables de préserver des intérêts opposés à ceux des peuples.

Il arrive parfois que ces bandes armées s'entretuent entre elles pour savoir qui deviendra le laquais des multinationales. Mais toujours dans ces cas-là ce sont les peuples qui servent de chair à canon ou sont pris en otage. C'est ce qui se passe en ce moment au Libéria.

Alors, le secrétaire de l'ONU et avec lui tous les grands de ce monde, peuvent bien garder leur «horreur» et leur «consternation». Lui et les principaux Etats occidentaux que son «machin» représente en premier lieu, ont besoin de tous ces dictateurs ou apprentis-dictateurs, grâce auxquels ils peuvent plus facilement assujétir les peuples.

G.L.

Un soldat gouvernemental abattu... un «rebelle» armé.

(AFP)

Grande-Bretagne

L'assassinat du député Ian Gow

IRLANDE DU NORD, UNE GUERRE COLONIALE

L'assassinat, le 31 juillet, du député conservateur britannique Ian Gow a remis l'IRA, à qui l'on attribue cet attentat, à la Une de l'actualité. Cette action terroriste visait un homme qui se déclarait adversaire acharné de l'IRA et qui entretenait des liens étroits avec les plus extrémistes des protestants unionistes d'Irlande du Nord, comme le pasteur Paisley.

Ce député, un proche de Margaret Thatcher, était sur la question irlandaise, connu comme le plus anti-indépendantiste des conservateurs britanniques. Il avait tenté de faire adopter par la Chambre des Communes un projet de loi prévoyant d'interdire aux prisonniers de l'IRA une remise de peine pour bonne conduite, souhaitant même qu'ils soient pendus. Il s'était même opposé à Margaret Thatcher en 1985, allant jusqu'à démissionner de son poste de ministre pour s'opposer à la signature de l'accord anglo-irlandais qui donnait un droit de regard à l'Irlande du Sud sur les affaires de l'Irlande du Nord limité à des questions de sécurité et de justice. Cet ultra-conservateur considérait en fait l'Irlande du Nord comme faisant à jamais partie du Royaume-Uni.

Ian Gow pouvait donc constituer une cible de choix pour l'IRA qui l'aurait inscrit, dans des fichiers retrouvés par la police, en tête de liste des personnes à abattre. Et quoi qu'on puisse penser des méthodes de l'IRA, une organisation dont la politique ne sort pas du cadre du nationalisme, c'est un acte dans la logique de la longue guerre que mène l'Angleterre en Irlande, après l'avoir colonisée pendant huit siècles.

Depuis la partition de l'île en 1920, et l'accession de l'Irlande du Sud à l'indépendance, l'Angleterre est engagée en Irlande du Nord dans une véritable guerre coloniale, utilisant la répression systématique, emprisonnant les opposants, quadrillant les quartiers catholiques, les plus pauvres, ceux qui soutiennent les indépendantistes. La Grande-Bretagne reste ainsi, en 1990, une puissance coloniale qui obtient, en retour, des actes terroristes sur son propre territoire. Cette puissance européenne, si prompte, sur la scène internationale, à donner des conseils de bonne conduite, à l'URSS par exemple, lui prescrivant de laisser l'autonomie, voire l'indépendance, aux régions soviétiques qui le réclament, cette grande puissance donneuse de leçons, reste engagée dans une sale guerre que tous ses compères "démocratiques" préfèrent oublier... A charge de revanche, car d'autres, comme la France avec la Nouvelle-Calédonie, en ont autant à leur actif....

Laurence VINON

USA

Des compagnies aériennes qui bafouent la sécurité

La compagnie aérienne américaine Eastern Airlines vient d'être inculpée. Elle avait falsifié des documents concernant l'entretien de ses appareils, permettant ainsi à des avions de voler sans avoir subi les révisions réglementaires !

Ces falsifications s'étendent sur plus de quatre ans, de juillet 1985 à octobre 1989. Elles n'ont heureusement jusqu'à présent pas eu de conséquences dramatiques mais la catastrophe a déjà été frôlée une fois de justesse. Ainsi, en décembre 1988, un boeing 727 perdait un morceau de son fuselage au décollage ; le pilote réussissait un atterrissage d'urgence sans qu'il y ait de victimes.

Malgré un développement du trafic aérien, c'est à une réduction massive du personnel que s'est livré le patron d'Eastern Airlines, Franck Lorenzo, supprimant quelque 13 500 emplois depuis 1988 ! Réductions de personnel, baisse des salaires, conditions de travail aggravées : il faut que les avions tournent au moindre coût même si la sécurité des passagers est menacée.

La situation est d'ailleurs la même dans bien d'autres compagnies américaines qui se livrent à une concurrence acharnée au mépris de la sécurité au point que l'administration, toujours prête pourtant à soutenir les compagnies, a dû intervenir pour renforcer les règlements et les contrôles suite à une série d'accidents qui ont fait scandale.

Cela dit, les inculpations en cours ne suffiront probablement pas à arrêter ces pratiques. Car les économies ainsi réalisées sont sans doute bien supérieures au montant des amendes à payer au cas où Eastern serait condamné... D'ailleurs il est bien significatif que le premier geste de l'administration ait été de proposer un accord amiable à Lorenzo ; c'est parce que celui-ci l'a refusé qu'elle se serait décidé à poursuivre en justice. Affaire à suivre...

Dominique CHABLIS

Algérie

CHADLI ACCORDE AU F.I.S. DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES

V. d. Stockt/Gamma

Manifestation d'islamistes.

Il semble bien que le président Chadli ait fini par se mettre d'accord avec les dirigeants du Front Islamique du Salut, le FIS, qui, forts de leur succès aux élections municipales de juin dernier exigeaient sans plus tarder des élections législatives anticipées.

Cédant à leur revendication, il vient d'annoncer des élections pour le premier trimestre 1991, soit un an environ avant l'expiration officielle des pouvoirs de l'Assemblée nationale.

Il faut dire que depuis la victoire électorale du FIS, qui a permis à celui-ci de prendre le contrôle de la plupart des grandes villes, le gouvernement algérien est, paraît-il, comme paralysé et les décisions qu'il fait approuver par l'Assemblée restent lettre morte et ne sont plus appliquées.

La décision de Chadli marque donc un nouveau point pour le FIS qui s'est dit fort satisfait et prêt, s'il n'obtenait pas la majorité absolue, à gouverner "avec tous les partis honnêtes". Le leader du FIS reconnaît d'ailleurs que des contacts ont été pris avec le FLN. Est-ce à dire qu'une collaboration est amorcée et que le FLN (ou du moins une de ses fractions) et le FIS s'apprêtent à gouverner ensemble ?

Ce n'est pas impossible car malgré sa démagogie populiste le FIS ne vise certainement pas à remettre en cause ni les privilèges des riches ni ceux de l'impérialisme, et sa politique n'a rien de fondamentalement différent de celle des dirigeants actuels. Tout au plus sa popularité lui permettrait-elle de faire accepter en silence plus de sacrifices encore à la population laborieuse.

C'est dire que les pauvres qui se tournent aujourd'hui vers le FIS par écœurement envers le FLN, les travailleurs qui rejoindraient par dégoût de l'UGTA, l'Union Islamique syndicale, ce nouveau syndicat anti-lutte de classe que le FIS vient de créer, vont au devant de nouvelles désillusions ; tant il est vrai que les intérêts des exploités ne seront défendus que lorsque ces derniers prendront eux-mêmes leur sort en main sans faire aucune confiance à ces politiciens qui du FIS, qui du FLN, qui islamistes modérés, qui libéraux bourgeois, qui sont, quelles que soient leur étiquette et leur démagogie, tous fondamentalement anti-ouvriers.

Trinidad et Tobago

COUP D'ÉTAT SUR FOND DE MISÈRE ET DE CHÔMAGE

Vendredi 27 juillet, un commando d'intégristes musulmans effectuait un coup d'Etat dans ce petit pays des Caraïbes, située à douze kilomètres des côtes du Vénézuela. Il a retenu en otage pendant quatre jours le chef du gouvernement, et plusieurs ministres. Ce commando réclame l'amnistie pour les auteurs du coup d'Etat, la démission du Premier ministre et l'organisation d'élections dans un délai de 90 jours. A l'heure où nous écrivons, la situation reste confuse. Des troupes jamaïcaines viennent de débarquer dans la capitale de l'île. Les Etats-Unis, pour leur part, affirmaient qu'ils n'interviendraient pas militairement, sauf si la situation *«tournait à la guerre civile»*, ce qui laisse ouverte toute possibilité.

Ce que craignent les Etats-Unis en premier lieu et les pays environnants, c'est que la moindre étincelle embrase le brulôt que sont les Caraïbes. La situation du pays, comme celle de bien d'autres dans cette partie du monde, est catastrophique, aggravée par les récentes mesures d'austérité imposées par la Banque mondiale, et le FMI. Cette ancienne colonie britannique, indépendante depuis 1962, a subi ces dernières années de plein fouet la crise en particulier suite à la chute des prix du pétrole dont le pays est producteur ; le chômage a doublé dans le pays entre 1987 et 1989, réduisant 40 % des jeunes de 15 à 19 ans au chômage. Des grèves des employés des compagnies pétrolières, des dockers, des chauffeurs d'autobus ont éclaté ces derniers mois.

Les grandes puissances ont en effet bien des raisons de s'inquiéter devant les soubresauts qui secouent les pays pauvres, qu'ils soient des Caraïbes ou de l'Amérique latine voisine. La situation y est partout également explosive. Pour l'heure, c'est l'armée jamaïcaine qui est sur place, prélude si besoin était à une intervention des Etats-Unis, dont la politique revêt toujours les deux mêmes aspects : maintenir les pauvres dans leur pauvreté et les empêcher de se révolter.

Laurence VINON

L'OPEP propose, les grandes compagnies disposent

La dernière conférence de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) a abouti dans le temps record de deux jours à une augmentation du prix dit "de référence" du baril de 18 à 21 dollars et à la fixation d'un plafond de production de 22,5 millions de barils par jour, inférieur de un million de barils par jour à la production actuelle.

La pression exercée par l'Irak sur l'émirat du Koweit, et qui s'était accompagnée de l'envoi de 30 000 soldats irakiens à la frontière de ce petit pays gros producteur de pétrole, a donc réussi. Et cela d'autant plus aisément que l'Iran a fait bloc avec son ennemi d'hier pour convaincre les pays du Golfe et l'Arabie saoudite d'accepter de limiter leur production.

L'un et l'autre de ces pays ont en commun d'être sortis exsangues de la guerre qui les opposait il y a peu encore, et d'avoir le pétrole comme principale source de rentrée financière. L'Irak affirme même que chaque dollar de baisse sur le prix du baril lui fait perdre un milliard de dollars par an, ce qui est sans doute vrai.

Mais cette hausse à la production, quand bien même elle serait effective, apporterait peu aux pays du Moyen-Orient. Les experts occidentaux l'estiment même "raisonnable", puisqu'elle ne peut à peine compenser les pertes que les pays producteurs ont subi quant à leur pouvoir d'achat. En 1986, ils vendaient à 18 dollars le baril, lesquels correspondent aujourd'hui à 22,70 dollars.

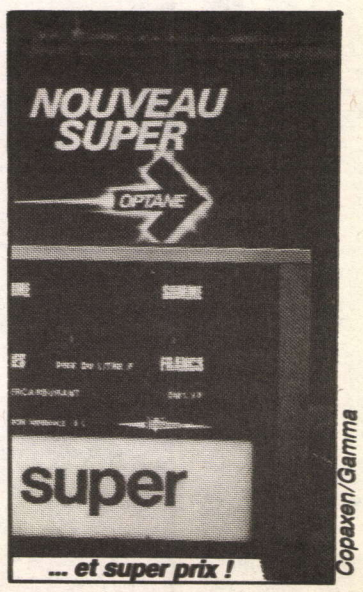
Il y a donc peu de chance pour le moment que l'on se retrouve à la veille d'un choc pétrolier comparable à celui de 1973. Peu de chance aussi que les pays producteurs obtiennent une bouffée d'oxygène. Et ce d'autant plus que le prix "de référence" n'est pas un tarif obligatoire. C'est simplement un objectif que se fixe l'OPEP en auto-limitant sa production. Le prix réel est fixé par le marché où la production est surabondante et où sont présents d'autres fournisseurs comme le Grande-Bretagne, la Norvège, le Mexique qui ne font pas partie de l'OPEP.

Dans l'immédiat, les seuls gagnants à la suite de cette conférence sont les grandes compagnies pétrolières. Déjà, en France elles ont fait grimper le prix moyen du super de 9 centimes par litre à la consommation, et il est envisagé 12 centimes de mieux d'ici à la fin du mois d'août.

Quand l'OPEP ne fait qu'évoquer des hausses, les trusts pétroliers, eux, les appliquent immédiatement même sur des stocks qu'ils ont achetés depuis longtemps à un moindre coût.

Ce sont vraiment les rois de la pompe... à fric.

A. LEMOINE



Copaxen/Gamma

URSS
Dilemme

pour les politiciens s

ÊTRE OU NE PAS ÊT

il Popov, le maire de Moscou, en pagnie de Gorbatchev.

LE POPULISME D'ELTSINE ET LA PLATE-FORME DÉMOCRATIQUE

Eltsine

Gamma

☐ Le 28e Congrès du PC d'URSS s'est achevé, à la mi-juillet, sorte la diminution croissante de son rôle dirigeant, et par la d du monde politique de la bureaucratie, à commencer par Bo

Parti d'une bureaucratie ayant usurpé le pouvoir de la classe ouvrière et exterminé la génération révolutionnaire d'Octobre 1917, le PC d'URSS n'a, depuis longtemps, plus de communiste que le nom. Depuis plus de 60 ans, il est le parti de la couche au pouvoir et des privilégiés, celui par lequel il fallait en passer pour «faire carrière». Dans ces conditions, rien d'étonnant s'il regroupait, au milieu des années quatre-vingts, près de 20 millions de membres, un chiffre à rapprocher des 13 à 15 millions de bureaucrates, selon une évaluation de Gorbatchev.

Ces dernières années, on a toutefois assisté à une diminution sensible du nombre de ses adhérents. Selon des données fournies lors du 28e Congrès, depuis 1986, il aurait perdu environ 1,2 million de membres.

Un affaiblissement du PC

Ces pertes proviennent d'abord des républiques (baltes et caucasiennes, notamment) où le mouvement nationaliste s'est renforcé au fur et à mesure que des pans entiers de la bureaucratie passaient avec armes et bagages dans un camp paraissant mieux garantir les privilèges des nantis de ces régions. Dans la plus peuplée des républiques, en Russie, les défections ont été plus limitées, affectant surtout la petite bourgeoisie. Une petite bourgeoisie qui constate que désormais l'appartenance à ce parti n'est plus la condition sine qua non d'aisance et de «réussite» politique ou sociale.

Mais avec ce qui a été ressenti par la population, ces derniers mois, comme une dégradation de ses conditions de vie, et mis au compte du parti au pouvoir, la «cote» du PC dans des

☐ Au 28e congrès du PC, les partisans d'une fraction se disant social-démocrate, créée en janvier et intitulée Plate-forme Démocratique, se sont divisés entre ceux qui, comme Eltsine, ont choisi de quitter le PC et d'autres qui ont préféré y rester, pour l'instant. Quand on sait qu'avant le congrès, des partisans notoires de la Plate-forme avaient été exclus par l'appareil, tandis que dans certaines villes cette fraction domine l'appareil, on voit que la situation au sein de la Plate-forme n'est pas des plus unies.

Car si ses dirigeants considèrent qu'il n'y a pas actuellement de possibilité de concurrencer le PC autrement qu'en en détachant des morceaux, toute la question est pour eux de bien choisir le moment pour cela. Mais aussi de savoir lequel d'entre eux en profitera. Du coup, entre partants, restants et exclus cela a tourné à la foire d'empoigne, chacun cherchant à jouer sa carte.

Certaines personnalités de cette Plate-forme, parmi celles qui sont connues, apparaissent bien difficiles à distinguer de leurs adversaires de l'appareil, même quant au registre de la démagogie qu'ils utilisent actuellement.

Ainsi, le principal orateur de la Plate-forme, lors de la manifestation moscovite du 14 juillet contre le PC, est un certain Oleg Kalouguine. Sa célébrité lui vient de ce qu'il a attendu d'avoir 56 ans pour dénoncer la police politique... après avoir fait toute sa carrière au KGB. En y donnant toute satisfaction, puisqu'il y atteignit le grade de général-major !

Anatoly Sobtchak, maire de Léningrad, est un juriste qui, depuis qu'il siège au Soviet Suprême d'URSS, a constamment cherché à monnayer son soutien à Gorbatchev, à l'affût de «coups» pouvant le mettre en vedette devant les caméras filmant les débats.

Gavril Popov, maire de Moscou, fut un des premiers économistes à formuler, alors pour le compte de Gorbatchev, la «théorie» selon laquelle hors du «marché» point de salut. Il s'en vante, mais reste plus discret sur ses débuts comme cadre de l'organisation de jeunesse du parti, le Komsomol, dans les années cinquante, à l'Université de Moscou. Ses mérites de jeune bureaucrate allaient ensuite lui permettre de mener une

oviétiques
RE... HORS DU PCUS

une refonte des ses organes dirigeants qui sanctionne en quelque ission limitée en nombre mais spectaculaire de quelques vedettes Eltsine.

milieux plus larges que la petite bourgeoisie, y compris parmi des adhérents «de base», a chuté. La lutte que se mènent différentes fractions au sommet du parti et le fait que ce parti n'apparaît plus comme le centre exclusif du pouvoir, ont accéléré les départs.

Pour l'instant, cet affaiblissement ne s'est pas - dans la république russe, au moins - traduit par un renforcement notable d'autres organisations politiques et le PC reste encore, et de loin, la principale sinon la seule force politique organisée à l'échelle de tout le pays. Même affaibli en influence, le PC conserve un poids immense. Ne serait-ce que parce que, dans le pays profond, il reste le parti de dirigeants s'appuyant sur un réseau serré d'organismes, de gens qui contrôlent l'administration, la presse, des ressources financières colossales. Il ne suffisait pas d'abolir l'article 6 de la constitution institutionalisant le «rôle dirigeant» du PC, pour supprimer ce rôle et lui susciter la création d'autres partis. Là réside sans doute une des raisons pour lesquelles, malgré la fronde ouverte de l'appareil du parti, Gorbatchev, comme on a encore pu le voir lors du 28e Congrès, continue à chapeauter ce parti qui constitue une force sur laquelle il pourrait s'appuyer éventuellement.

Se mettre à l'abri

Eltsine et quelques politiciens, tels Popov et Sobtchak, dont toute la carrière s'est déroulée dans l'appareil du parti ou à son ombre, eux, ont choisi de démissionner du parti, invoquant l'incompatibilité de l'appartenance au PC avec leurs responsabilités au sein de l'Etat (ils sont respectivement président de la république russe et maires des deux plus grandes villes du pays, Moscou et Léningrad). Le fait que, à la différence de Gorbatchev et de son entourage direct, ils ne se trouvent pas en charge des intérêts généraux de la bureaucratie, explique sans doute en partie leur geste qui d'ailleurs ne bouleverse pas sensiblement l'équilibre du pouvoir. Cela peut même s'inscrire dans le cadre de la politique actuelle de Gorbatchev - faire passer de plus en plus le pouvoir de décision du parti à l'Etat. Gorbatchev a donné lui-même l'exemple, lui qui a déjà assuré son indépendance à l'égard de l'appareil en se faisant élire président de l'URSS, en accroissant les pouvoirs de ladite-présidence et, lors du dernier Congrès, en tenant à l'écart de la direction d'un parti en perte de vitesse ses ministres et les ténors du gorbatchévisme, jusqu'alors presque tous membres du Politburo.

Quant à l'annonce par Eltsine et ses proches de leur intention de lancer un parti dit social-démocrate, là non plus, cela ne gêne pas forcément un Gorbatchev qui s'est dit prêt *«à reconnaître l'existence d'autres organisations politiques»* et à former *«une large coalition au nom de la sortie de la crise et de la réalisation de profondes réformes»*.

Moscou, manifestation du 25 février 1990 du bloc électoral «Bloc Russie démocratique» : **«La propriété privée, c'est la liberté !» «Ras-le-bol de l'égalité pour tous dans la misère !»**

Concurrencer le PC : pour quoi faire ?

Mais si Gorbatchev et Eltsine se complètent quand il s'agit, chacun à sa manière, de faire l'éloge du «marché» ou de la social-démocratie et des idées «réformistes», ils se trouvent aussi en concurrence. Ne serait-ce qu'auprès de la petite-bourgeoisie et des couches subalternes de la bureaucratie qui se reconnaissent dans de telles idées et sur lesquelles Gorbatchev comme Eltsine cherchent à s'appuyer, même s'ils n'en représentent pas forcément les intérêts.

En effet, malgré la proclamation du multipartisme, ces forces ou d'autres n'ont toujours pas réussi à constituer un pôle face au PC, pôle qu'Eltsine et les siens voient comme un point d'appui pour leurs ambitions politiques en se proclamant des partisans de l'accélération du cours officiel «vers le marché».

Tel était en tout cas le sens de la déclaration de démission, rendue publique par Sobtchak et Popov, dans laquelle ils disaient vouloir *«offrir au pays un programme réel de transition vers une société nouvelle»*, de transition vers l'économie de marché (un euphémisme pour désigner le capitalisme) et fondée sur la propriété privée, entre autres. Tel se veut aussi le programme de réformes, annoncé dernièrement par le gouvernement de cette république de Russie que préside Eltsine. Un programme qui prévoit notamment d'accélérer les privatisations, les fermetures d'entreprises «non rentables», de favoriser la pénétration du capital occidental et d'instaurer une libération des prix.

Opposant N° 1 au régime, ou se présentant ainsi, Eltsine pouvait se permettre de dire tout et son contraire. Et il ne s'en est pas privé, il y a quelques semaines encore quand il déclarait aux *Nouvelles de Moscou* avoir *«dans ses cartons des projets de réformes (qui permettent) d'accélérer les réformes (mais) sans provoquer la baisse du niveau de vie»*.

Mais alors que même des économistes favorables au «marché» pronostiquent pour 1990-91 une baisse de 20 % de ce niveau de vie, le programme de réformes de Eltsine a beau s'intituler *«Un mandat de confiance pour 500 jours»*, il n'est pas certain que les travailleurs, même ceux qui ont voté pour lui, lui accorderont 500 jours quand ils verront les effets de ses «réformes».

Gorbatchev et son Premier ministre, Ryjkov, en ont fait l'expérience, eux qui ont du retirer à la hâte, il y a peu, un programme assez semblable, devant les remous que provoquait notamment l'annonce de hausses de prix. Et ces remous étaient très concrets : dressant le bilan économique du 1er trimestre 1990, les autorités annoncèrent qu'en trois mois, avec 9 millions de journées de travail perdues pour fait de grève, il y avait eu plus de grévistes qu'au cours de toute l'année précédente.

Patrick LAFFONT

Sverdlovsk, capitale de l'Oural, la «Maison des Secrétaires» où résidaitEltsine (quand il était 2e puis 1er secrétaire régional du parti) dans le quartier chic du centre ville.

carrière de recteur de la plus prestigieuse université du pays, au cours de laquelle ce pourfendeur actuel de la corruption n'aurait alors pas eu une conduite irréprochable sur ce plan.

La biographie de Boris Eltsine bat, elle, des records de retournements en tous genres. Jusqu'à il y a trois ans, il gravit un à un tous les échelons du parfait apparatchik. Lui, qui aime actuellement à évoquer la Russie d'avant Octobre, dut récemment reconnaître avoir fait raser la maison où avait été détenue la famille impériale avant son exécution, alors qu'il était en poste à Sverdlovsk. Pour s'en excuser aujourd'hui il affirme que c'était pour obéir à ses supérieurs, ce qui n'est pas la preuve d'un très grand courage. Sverdlovsk, capitale de l'Oural, où en dix ans de séjour comme premier secrétaire régional on le remarqua surtout pour sa dureté, son mépris de la population et ses réalisations urbanistiques... à commencer par la «Maison des secrétaires» qu'il fit construire pour lui et ses adjoints, la précédente, pourtant majestueuse, ayant le tort de ne pas faire assez moderne, dans cette ville où encore aujourd'hui nombre de travailleurs habitent dans des taudis. Promu premier secrétaire de Moscou, il ne dédaigna alors pas de caresser dans le sens du poil les racistes de Pamiat, une organisation d'extrême-droite qu'il s'est fait, depuis, une spécialité de dénoncer, mais dont les liens avec les cercles militaro-industriels lui semblaient alors pouvoir aider sa carrière. Quant à cet appareil qu'il fustige aujourd'hui, il y a deux ans il en était encore à l'implorer de le «réhabiliter», lui qui venait de perdre son poste de membre suppléant du Politburo.

Il est vrai qu'il n'avait pas encore le poste dont il dispose maintenant : celui de président de la république russe, la plus grande et la plus peuplée de toute l'URSS !

P.L.

RFA-RDA... DÉJÀ DE FAIT UNE SEULE ALLEMAGNE

IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE

Le 1er juillet, jour «J» de la réforme monétaire, a renversé de fait les frontières matérielles entre les deux Allemagnes. La monnaie des Etats bourgeois étant comme le pipi qu'utilisent les chats pour délimiter leur territoire, le «Mark-ouest» a élargi le terrain jusqu'à la frontière «Oder-Neisse». Il ne reste plus des frontières, qui séparaient la RFA de la RDA, ou Berlin-Ouest de Berlin-Est, que les baraques, casernements, grillages, murs qui n'ont pas encore été enlevés. Mais il n'y a plus de douaniers, plus de militaires, plus de flics... Et certains de ces «postes-frontières» parmi les plus sinistres, autrefois, comme ce complexe géant de «Dreilinden» à l'entrée de Berlin-Ouest, sont devenus des lieux de balades du dimanche pour curieux... Le char soviétique trônant sur son piédestal sert de mur d'escalade aux gosses...

(AFP)
Les petites «Trabant», symboles automoblies de la RDA.

Entre les deux Allemagnes, c'est désormais la libre circulation des capitaux, des marchandises, des hommes... et de leurs voitures. Cela frappe sur les autoroutes de l'ancienne RDA. Sur la file de droite, les petites «trabis» à deux temps réalisent au mieux leurs 100 km/heure de pointe et ne peuvent rivaliser avec les Mercedes, Opel ou autres BMW qui les doublent avec arrogance à 150 ou plus sur la file de gauche. L'Ouest marque sa supériorité comme il peut : roulant des mécaniques. Les limitations de vitesse ont été supprimées... et le nombre d'accidents, dont les accidents mortels, a fait un énorme bond en avant.

UN PETIT AIR DE FÊTE...

L'entrée en vigueur du «Mark-ouest» comme monnaie unique s'est faite à la satisfaction quasi-générale.

Tout soudain, la RDA avait pris des couleurs... avec les devantures décorées, davantage approvisionnées, et l'arrivée de... la publicité occidentale ! Les cigarettes américaines arrivent en tête avec leurs affiches grand format en quadrichromie, leurs enseignes ou leurs parasols publicitaires. Camel, Marlboro, Stuyvesant rivalisent de slogans adaptés aux circonstances : *«Test the West»* ou *«Come together»* (en anglais évidemment). Burger King aussi fait son entrée. Coca-Cola... Et Citroën qui s'affiche ici et là en gros calicots blues et blancs tout neufs.

...ET LES LENDEMAINS DE FÊTE

Les premiers jours d'entrée en vigueur de l'union monétaire, les magasins de l'Est ont été vite dévalisés. Dans un premier temps, les prix n'ont pas semblé excessifs, puis ils semblent avoir vite grimpé, au fur et à mesure que les étalages se vidaient sans être aussi vite réapprovisionnés. La presse ouest-allemande a expliqué le phénomène par l'absence encore d'une réelle «libre concurrence», d'un réel choix, liée à la situation de monopole qu'auraient encore les magasins des deux anciennes chaînes est-allemandes «HO» (d'Etat) et «Konsum» (avec un statut de coopérative).

Du coup, le week-end qui a suivi l'unification monétaire a vu la ruée vers les magasins de l'Ouest. Facile et tentant évidemment pour les Berlinois des anciens quartiers «Est» de la ville d'aller faire leurs courses dans les quartiers «Ouest», aussi facile qu'aux banlieusards de la région parisienne d'aller de temps en temps aux grands magasins du centre de la capitale. Plus besoin de visa, ni même de carte d'identité... seuls les Marks sont recommandés ! Et c'est là surtout le problème, car au niveau des salaires et du pouvoir d'achat, il y a encore une différence du simple au triple ou au quadruple, entre l'«Est» et l'«Ouest»...

DES TOURISTES... QUI APPORTENT LEUR MANGER

Ce qui semble avoir aussi un succès non négligeable, ce sont les agences de voyages. Il s'en est ouvert dans toutes les villes de RDA. Elles annoncent, pour des prix pas exorbitants, des départs et séjours à Venise, Rome, Madrid, Paris, Londres... quelquefois aussi en Turquie, en Yougoslavie ou au Maghreb et encore plus loin. Les ex-«citoyens de RDA» ont pour la première fois cette année la possibilité – si ce n'est les moyens financiers – de voyagers. A Venise en particulier, il paraît que c'est la fronde des hôteliers et restaurateurs. Ils disent la ville submergée, cette année, de touristes venus de l'Est, de *«très mauvais»* touristes qui embouteillent les rues, les musées et les terrains de camping, mais dépensent au minimum, et en particulier ne consomment que la nourriture qu'ils ont apportée de chez eux. Les touristes est-allemands sont probablement les moins mauvais des mauvais : eux ont désormais des devises, les «Marks-ouest» devenus leur monnaie (à la différence des Hongrois ou des Tchécoslovaques), mais ils n'en ont pas beaucoup...

LA VIE À L'OCCIDENTALE... RÊVES ET RÉALITÉ

Bref, superficiellement, la RDA «vire» à l'Ouest... Dans les couches populaires, on achète l'aspirateur, les produits ménagers et autres ustensiles, chantés à l'époque par Boris Vian, qui rendent la vie plus facile. On commence aussi à rêver de voyages ou d'achat d'une voiture de l'Ouest. Les membres des couches moyennes, eux, sont en passe de réaliser ces «rêves». Et parmi les petits bourgeois intellectuels, qui protestent (non sans raison) contre la «Kohlonisation» à la hussarde de la RDA par le capital ouest-allemand et affichent (de façon plus discutable) un certain mépris pour les gens du peuple qui croient au Père Noël occidental, disent-ils, l'attrait de l'Ouest n'est pourtant pas sans effet non plus. Il s'exprime autrement : par l'envie, à Berlin par exemple, d'aller s'inscrire en «fac» à l'Ouest, ou encore par l'ouverture d'une quantité de petites boutiques artisanales ou de «cafés alternatifs» où l'on peut boire un coup, discuter de la misère du Tiers-Monde, écouter de la musique «rock» ou autre toute la nuit... autrement dit mener la même vie de bohème – ou essayer – que dans les quartiers «underground» de Berlin-Ouest.

Derrière ces changements spectaculaires qui rendent la RDA plus «pimpante», derrière la satisfaction générale d'avoir cette liberté occidentale (même quand on la sait limitée par les moyens financiers), des inquiétudes demeurent chez les travailleurs, concernant les prix, les loyers d'un côté (on paye à Berlin-Est l'équivalent de 300 F mensuels pour la location d'un appartement de 3-4 pièces qui coûterait au moins dix fois plus à Berlin-Ouest), les salaires et l'emploi de l'autre.

Michèle VERDIER

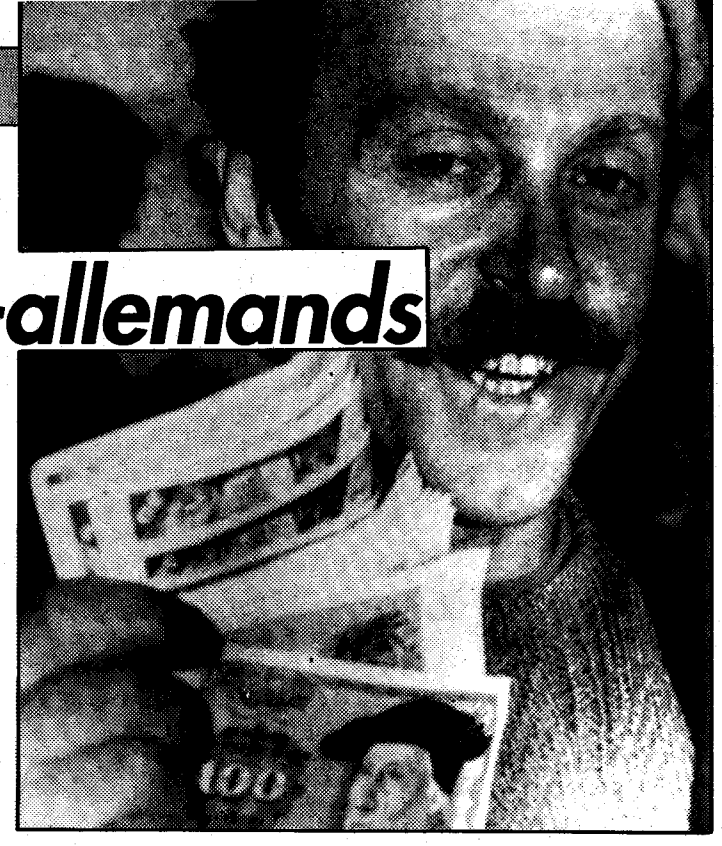
Main basse...

La centrale syndicale ouest-allemande DGB, liée bien davantage à l'appareil politique social-démocrate qu'aux amis de Kohl, joue sa carte.

Elle a décidé de se lancer dans l'OPA sur l'ancienne centrale est-allemande. Cette dernière, la FDGB était liée au régime dit communiste. Elle était très discréditée ? Peut-être. Mais cette FDGB «syndiquait», de façon quasi-forcée, quelque 90 à 99% des salariés de la RDA. Et c'était à sa façon, comme la DGB de l'Ouest, un énorme trust qui gérait des œuvres sociales, des centres de vacances. Un empire que les spéculateurs de la centrale syndicale ouest-allemande se verraient tout à fait bien reprendre (eux aussi sont à la tête de grosses affaires, procurant sinécures et privilèges). Mais comme la «tête» de la FDGB de l'Est n'est vraiment pas acceptable, les syndicalistes sociaux-démocrates de l'Ouest ont décidé de la lâcher ; d'obtenir la dissolution de cette «confédération» FDGB, pour ne garder que les «syndicats» de branche... qui seraient rattachés à leurs homologues ouest-allemands dépendant de la DGB. Les travail-

...RFA-RDA...

Industrie, finance et commerce ouest-allemands mènent la partie


(AFP)

Depuis le 17 juin dernier, le Parlement est-allemand (à majorité «de droite») a voté l'entrée en vigueur le 1er juillet d'un vaste plan de privatisation de toute l'économie est-allemande, au moyen d'un organisme, le «Treuhandanstalt» qui prend en charge la gestion de tous les anciens trusts «VEB» (Entreprises propriété du peuple) pour les transformer juridiquement en GmbH (SARL) et les faire fonctionner en tant que telles.

A la tête de cette société de gestion particulière qui se voit confier, à fins de privatisation, l'essentiel de l'économie est-allemande, se trouvent des experts de l'économie ouest-allemande. Le président du conseil d'administration, juriste de formation, ex-secrétaire d'Etat à l'industrie et à l'énergie dans le gouvernement social-démocrate de Willy Brandt, est aujourd'hui président du groupe sidérurgique Hoesch. D'autres patrons ouest-allemands, et non des moindres (de VEBA-électricité, d'IBM-Allemagne, de la Bundesbahn-Chemins de fer), sont membres du conseil d'administration, ainsi évidemment qu'une sommité de la Bundesbank. Les entreprises sont sommées de transmettre un bilan. Elles gardent pour l'essentiel à leur tête les anciens cadres et «directeurs» de l'époque de Honecker. Ensuite, au fur et à mesure des propositions de reprise totale ou partielle, la passation se fait... Le «Treuhandanstalt» gère en attendant la marche de l'ensemble des entreprises (et choisit de renflouer surtout celles qui sont estimées rentables) grâce à des fonds venus pour l'essentiel de l'Etat et des banques ouest-allemandes.

LES GRANDS TRUSTS ALLEMANDS LES PREMIERS SUR LES RANGS

Des pans importants de l'économie est-allemande ont déjà été récupérés ou sont en passe de l'être. Deutsche Bank et Dresdner Bank, les deux plus grosses banques ouest-allemandes, se sont déjà partagé le gros du morceau. La Deutsche Bank se flatte par exemple de faire travailler déjà 8 500 personnes en RDA et d'y avoir envoyé 800 employés (principalement des «cadres»). La grosse société d'assurance ouest-allemande Allianz s'est emparée de la totalité du marché... Les trois plus grands trusts privés de production et distribution d'électricité se sont aussi accordé la part du lion. De même, la plus grosse compagnie de gaz a mis la main sur le réseau de l'ex-RDA. Du côté du téléphone, où il y a particulièrement à faire, Siemens est sur les rangs. A chaque fois, invoquant l'état antérieur désastreux des installations, ces trusts géants réclament à l'Etat est - ou ouest-allemand (ou aux deux, car ce sont les mêmes caisses ou du moins les mêmes contribuables populaires qui sont ou seront mis à contribution) de faire les frais de la remise en état préalable pour passer ensuite, eux, à l'exploitation à proprement parler. Ce qui fait écrire au quotidien social-démocrate *Frankfurter Rundschau,* lui-même, que *«si ça continue, ce sont les profits qui au bout du compte seront privatisés et tous les risques rejetés sur la population».*

DES JALOUX... ET DES ÉLUS...

Les gros trusts ouest-allemands s'arrogent impunément la priorité, au point que des trusts plus petits de RFA, comme des trusts étrangers crient au voleur... Les patrons français qui avaient envoyé une brochette d'émissaires à Berlin-Est, avec Roger Fauroux, ont commencé par pleurnicher parce que ni les Ciments Lafarge, ni Péchiney qui avaient postulé à la reprise de parts importantes des industries correspondantes à leur activité en RDA, n'avaient été agréés... Mais si ! Lafarge a obtenu l'investiture. Le béton, en RDA, risque d'être une affaire qui marche... Le trust de distribution américain Woolworth annonce qu'il réouvrira probablement des succursales (il en avait déjà en 1927... avant qu'elles soient liquidées par le nazisme et re-réquisitionnées au lendemain de la guerre par les Soviétiques !). Toyota et Nissan comptent aussi récupérer une part du marché potentiel de la RDA, estimé à quelque 500 000 à 750 000 véhicules pour les trois ans à venir. Bref, les affaires vont ou s'annoncent bien, même si pour l'instant le «commerce» l'emporte sur l'industrie. Dans ce dernier domaine, quelles entreprises pourront tourner avec profits ? A quelles conditions ? Avec quelles «rationalisations», y compris les «dégraissages» et licenciements bien connus ces dernières années à l'Ouest ? Des instituts annoncent des bilans inquiétants : un tiers seulement de l'industrie serait récupérable... Mais il est bien difficile de savoir quelle est la part de vérité dans tout cela et la part de propagande patronale... pour mieux préparer les travailleurs et la population au maximum de sacrifices.

À QUAND LES SALAIRES OUEST ?

La préoccupation générale des travailleurs (mais aussi des patrons) est bien sûr les salaires. Les premiers salaires en «Marks» seront donnés, normalement, si tout se passe bien, à la fin de ce mois de juillet... Mais si les prix sont déjà ceux de l'Ouest, les salaires, eux, ne sont pas du même montant. Il y a même une belle différence. Les travailleurs, dans leur ensemble, n'en sont pas à se dire qu'ils devraient ou pourraient avoir tout de suite l'égalisation intégrale. Mais les patrons craignent qu'ils en arrivent à terme à cette conclusion, et du côté patronal, une intense propagande est faite pour dissuader les travailleurs d'avoir de telles idées. La grande presse bourgeoise ouest-allemande est pleine d'articles expliquant qu'il ne serait vraiment pas raisonnable de réclamer les mêmes salaires qu'à l'Ouest, tant que la productivité n'est pas à la hauteur !

sur l'appareil syndical est-allemand

leurs syndiqués à l'Est changeraient de «patron» syndical sans qu'on leur demande vraiment leur avis ! Les métallurgistes seraient rattachés à l'actuelle IG-Metall. Les fonctionnaires, à l'actuelle ÖTV, etc.

Dans ce but, évidemment, il n'est pas mauvais à la DGB et ses branches d'avoir l'air un peu revendicatif... C'est ce à quoi elles s'attachent... Sa branche «employés de banque et de caisses d'épargne» a négocié à la mi-juin, avec les dirigeants syndicaux de la même branche à l'Est et les «patrons» concernés, un accord salarial prévoyant l'augmentation de 40% des salaires des employés de ces secteurs (et même 50% pour ceux des caisses d'épargne de RDA... dont le travail a été considérablement augmenté avec la réforme monétaire). Ainsi, les employés des banques touchent désormais en moyenne 1500 Marks mensuels (plus que les quelque 1200 Marks de «SMIC»). Mais par rapport à leurs camarades de l'Ouest, qui, eux, touchent en moyenne 3800 à 4500 Marks, le rattrapage est loin d'être fait ! Cela dit, l'accord en question avait aussi valeur «politique», comme les syndicalistes et patrons s'en sont félicités... C'était l'exemple de ce qu'il fallait faire : la collaboration, la négociation et l'amorce de ces fameux «Tarifrunde» ou accords salariaux institutionnalisés comme il s'en négocie par branche régulièrement en RFA.

GREVES D'AVERTISSEMENT... QUI EXPRIMENT LE MECONTENTEMENT OUVRIER MAIS REPONDENT AUSSI AUX CALCULS SYNDICAUX.

La grande presse a fait état récemment de grèves d'avertissement qui ont touché le secteur de l'industrie métallurgique en RDA. Dans la région berlinoise comme au Sud, des grèves ont en effet eu lieu, qui ont entraîné des dizaines de milliers de travailleurs. Leurs inquiétudes quant à l'emploi, aux salaires, aux loyers sont bel et bien là. Une certaine vigilance existe, si ce n'est une réelle combativité. Les travailleurs se méfient, mais attendent de voir et se laissent prendre pour beaucoup aux menaces patronales selon lesquelles les grèves rendraient la situation pire encore. Cela dit, la DGB ouest-allemande et l'appareil syndical est-allemand qui s'y est déjà rallié ou est en passe de le faire (c'est le cas dans la métallurgie) utilisent le mécontentement. Les grèves ont été appelées par les responsables de cet appareil (pour les 40 heures, une augmentation de salaire), pendant qu'ils menaient des discussion avec les patrons... Bref, là encore, les méthodes «syndicales» très bureaucratiques de l'Ouest cherchent à se mettre en place... La DGB ouest-allemande joue gaillardement le jeu d'une certaine «contestation», y compris jusqu'à appeler à des grèves d'«avertissement», très contrôlées, parce qu'elle y voit dans le contexte actuel un moyen de gagner du crédit auprès des travailleurs... qui sont autant de potentiels électeurs du SPD. Ses liens avec l'appareil politique social-démocrate qui prépare les élections générales de décembre 1990, l'encouragent aussi à la même surenchère revendicative.

Face à ces changements, la classe ouvrière reste la grande inconnue. Celle que personne ne cherche à aider à s'exprimer pour son propre compte, malgré les nouvelles libertés politiques. Celle qui ne semble pas non plus en avoir l'envie. De ce côté, c'est la passivité apparente. Les travailleurs attendent vraiment de voir. Non sans esprit critique ni méfiance.

Mais si les travailleurs voulaient profiter de la situation actuelle pour jouer leur carte, se battre pour une amélioration réelle de leurs conditions d'existence, et à cette fin renouer avec des organisations sur lesquelles ils exercent un contrôle réel, ils ne seraient pas en situation défavorable aujourd'hui. Et alors, qui sait ?

Dans les entreprises

Pluriservice (Saint-Nazaire - 44)

UNE GRÈVE POUR LES SALAIRES

Mardi 24 juillet, les salariés de l'entreprise Pluriservice se sont mis en grève avec le soutien de la CGT et de la CFDT.

Pluriservice est une entreprise sous-traitante qui emploie 45 salariés à des travaux de meulage, de nettoyage et de préparation de surface pour les Chantiers de l'Atlantique et d'autres entreprises du port. En particulier, ce sont les salariés de l'entreprise qui effectuent les travaux de nettoyage dans les cales des pétroliers en réparation. Un travail particulièrement pénible, puisqu'il s'agit de racler les résidus de pétrole dans des parties souvent difficiles d'accès des bateaux mal ventilées, et qui plus est, en utilisant des solvants dangereux.

Au bout de deux jours de ce travail, les bleus sont... noirs et tiennent tout seuls debout. Même les sous-vêtements sont bousillés. La direction paye quatre bleus par an ; il avait fallu une grève en 1983 pour les obtenir avec des équipements de sécurité mais seule la minorité de travailleurs en fixe y a droit. Les autres doivent se débrouiller avec leurs vêtements personnels...

Le mépris du patron pour la sécurité avait abouti, en février 1989, à la noyade d'un ouvrier intérimaire de 22 ans qui travaillait à bord d'un bateau des Chantiers. Quant aux salaires, ils sont dérisoires et tournent en moyenne à 4300 F alors que certains ont dix ans d'ancienneté !

C'est tout cela qui a motivé la colère des grévistes qui revendiquent 38 F de l'heure minimum et se sont chargés de le faire savoir autour d'eux : prise de parole au marché de Saint-Nazaire, diffusion aux Chantiers, etc...

Dans un premier temps la direction a répondu par la provocation : *"Qu'est-ce que vous voulez faire d'une augmentation ? L'envoyer dans votre pays ?"*. L'entreprise compte en effet une majorité de travailleurs étrangers, notamment sénégalais, qui ont su répondre comme il se doit à ce négrier.

Le lundi 30 juillet il acceptait cependant de négocier. Et même si ses propositions ont semblé dérisoires à la majorité des travailleurs, ils savent qu'ils tiennent le bon bout et ne sont pas décidés à lâcher. Mardi 31, après une semaine, la grève continuait.

Renault (Flins - 78)

Retouches à gogo

A Renault-Flins, le mois de juillet s'est terminé dans une ambiance de pagaïe... Il y avait paraît-il du retard sur les prévisions de production de la Clio, la nouvelle Renault, produite sur les chaînes de Flins. Alors la direction a décidé de faire travailler l'équivalent d'une équipe, au «volontariat» chaque samedi depuis plus d'un mois. Tant et si bien qu'aujourd'hui, cinq à six mille voitures se sont accumulées sur les parkings de l'usine en attente de retouches, principalement pour manque de pièces.

Visiblement, les sous-traitants qui fournissent de nombreuses pièces ne sont pas arrivés à soutenir une cadence aussi élevée.

En retouche finale, à la sortie de Mécanique, les ouvriers étaient débordés et l'ambiance orageuse. L'avaient également saumâtre ceux qui avaient fini par céder, à contrecoeur, à la pression des chefs pour venir travailler les samedis en question. Sans compter que, pour faire retoucher autant de voitures, la direction a encore cherché des «volontaires» pour des centaines d'heures supplémentaires en débordements de poste ou en samedis travaillés.

A longueur d'année la direction nous casse les pieds avec sa propagande sur la «qualité totale», le «zéro défaut» et le «zéro retouche». De ce point de vue, son superbe ratage fait rigoler toute l'usine. On se dit qu'elle vient d'inventer la «qualité zéro» et la «retouche totale».

PTT

DRÔLES DE CONTRATS

Les «petits boulots», ça existe aussi aux PTT. Par exemple pour la distribution des Imprimés sans adresse (ISA), essentiellement ces publicités qui encombrent les boîtes à lettre et prennent souvent directement le chemin de la poubelle voisine.

Ces ISA, dont le nombre va croissant, ne sont pas distribués par les facteurs sur leur tournée ordinaire. Les receveurs des bureaux de poste négocient par l'intermédiaire de «conseillers courriers», des contrats directs avec les entreprises qui veulent faire distribuer leur publicité ou leurs revues, et ils sont libres alors de proposer les ISA en heures supplémentaires aux facteurs, ou d'embaucher des jeunes exprès.

Quand ce sont des jeunes, étudiants ou chômeurs que les PTT utilisent, on ne s'encombre guère de formalités. Un brassard PTT, une clef pour ouvrir les portes, un petit caddie, et les voilà partis. Quant au contrat de travail, il est plus que fantaisiste. Voilà un exemple de ces jongleries.

Dans un bureau parisien, on propose 19 centimes par imprimé distribué. Mais comme on est tout de même dans la Fonction publique et que le travail aux pièces n'existe pas encore, en insistant beaucoup, on se fait établir un contrat de 15 mn par jour, soit environ 6 h 15 pour 2 mois. Mais à la paye, nouvelle complication. Si l'on a distribué 1000 imprimés, on reçoit royalement 190 F... plus le chèque correspondant aux 6 h 15 du contrat. Or ces 6 h 15, d'après les PTT, sont fictifs. C'était juste pour établir le contrat ! Il faut donc rembourser le chèque de la main à la main à un responsable, ou alors passer 6 h 15 au tri !

D'autres astuces sont possibles, suivant les bureaux. Ainsi celle qui consiste à verser la paye sur celle d'un saisonnier, qui la reversera en liquide à son copain ayant fait la tournée d'ISA sans être embauché officiellement... Comme on voit, l'imagination est au pouvoir aux PTT. Dernière précision. Chaque receveur touche plusieurs centimes sur chaque ISA distribué dans son bureau. Ça stimule !

Le poids de la censure

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Air Inter

Après la sentence du tribunal

LE DROIT DE GRÈVE, ÇA SE PREND !

V.d. Stockt/Gamma

Jeudi 26 juillet, devant le tribunal de grande instance d'Evry, la direction d'Air Inter en a été pour ses frais. le juge des référés a, en effet, débouté Air Inter qui demandait la suspension de la grève pour huit jours *«afin de préserver les intérêts des usagers»*. Et la direction n'a plus eu qu'à se taire.

Elle pensait pourtant avoir bien des billes de son côté : le ministre des Transports, Michel Delebarre, avait dénoncé *«la prise en otages des usagers»* et orchestré une campagne contre les grévistes reprise par la plupart des médias. Et puis Air Inter avait déjà eu gain de cause dans des affaires de ce type : c'est ainsi que le tribunal de Créteil, en juillet 1987, avait déclaré illicite la grève décidée par les pilotes pour le week-end du 1er et 2 août dans le cadre du conflit pour le pilotage à trois du A320. Une décision de ce type, plus récemment, avait été confirmée par un arrêt de la Cour d'appel de Paris, le 27 janvier 1988.

Mais, à ce jeu, on ne gagne pas à tous les coups. Cette fois-ci, Air Inter est peut-être tout simplement tombé sur un juge qui n'a pas envie d'apparaître comme la simple courroie de transmission d'un ministre et d'un patron et qui a estimé que la compagnie *«ne démontrait pas la réalité du dommage imminent qu'elle allègue»*.

Et de fait, la panique annoncée sur les aéroports n'a pas eu lieu pour la bonne raison que les usagers se sont reportés vers la concurrence et notamment le TGV, ce qui est censé faire partie du jeu de la société dite «libérale» dont le gouvernement est le champion.

Il reste qu'un tribunal a permis la grève aujourd'hui mais qu'un autre peut très bien l'interdire demain. la seule garantie véritable du droit de grève, c'est... de faire la grève et de bien la faire, c'est-à-dire de savoir la conduire victorieusement, par des mouvements qui rassemblent vraiment tout le personnel contre la compagnie et pas seulement des escarmouches qui, week-end après week-end, épuisent au moins autant les grévistes que la direction.

Les grévistes d'Air Inter réclament 1500 F d'augmentation par mois. Après trois journées d'action, leur directeur ne leur offre qu'une prime de 80 F par jour de pointe (une dizaine par an) et s'étonne que cela ne s'arrange pas.

A ce prix... faut pas décoller !

Alain LEMOINE

Air France (Orly Sud)

Quelle pagaille !

A l'aéroport de Paris-Orly Sud, en cette période estivale, c'est encore plus la pagaille que le reste de l'année. Le trafic double à cause des départs en vacances, mais les effectifs sont toujours aussi insuffisants, même si du personnel est embauché pour la saison ; intérimaires, stagiaires et saisonniers. Pas étonnant que dans certains secteurs on n'ait pas toujours le temps de manger. Les horaires sont changés au dernier moment, selon les besoins évidemment. Les bagagistes, qui travaillent normalement en équipe de trois, ne sont souvent qu'à deux. Sans compter le matériel déficient : micros ou lecteurs de carte d'accès à bord qui tombent en panne.

Parfois pour un avion de 400 places, 90 places sont réservées en plus. Le «surbook», sur-vente de billets, est pratiqué par les compagnies et les agences. Et il y a des passagers qui ne peuvent embarquer, à qui l'on doit demander d'attendre le prochain avion ou même à qui l'on propose l'hôtel en attendant.

Alors si le trafic aérien augmente, les profits des compagnies aussi, et le mécontentement du personnel suit la même courbe ascendante.

Correspondant LO

CEAC (Nanterre - 92)

SUPER BÉNÉFICES AU DÉTRIMENT DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS

La CEAC Nanterre (92) emploie 200 ouvriers à fabriquer des batteries d'accumulateur. La CEAC, qui regroupe en tout 9 usines, annonce un bénéfice et un chiffre d'affaire en hausse de 30 % cette année, à la suite du rachat de 3 usines en Europe.

Les millions nécessaires, c'est sur notre dos qu'ils ont été accumulés ces dernières années :

- par le passage en 3 x 8
- par la mise au point de systèmes pour récupérer le plomb des déchets de batterie
- par l'augmentation de la productivité par ouvrier et par jour : + 89 % entre 1984 et 1989 selon la direction.

Cela s'est fait par l'introduction de machines plus rapides, comme les Elbacks au montage qui traitent 80 plaques d'accumulateur à la minute, alors que l'opération se faisait avant à la main. Le rythme est plus fatigant pour tous les ouvriers, mais la production de l'usine est ainsi passée de 170 000 à 230 000 batteries en moyenne par mois, depuis 1986.

Par contre les effectifs, eux, ont diminué, souvent bien avant que des machines remplacent les hommes.

De 1984 à 1989, 45 ouvriers sont partis (- 20 %). Quelques-uns en retraite ou préretraite. Mais beaucoup ont démissionné parce qu'ils étaient malades. Car le risque lié à la poussière de plomb, qui provoque une intoxication irréversible, augmente avec le progrès. Il a fallu, par exemple presque 6 ans pour que des refroidisseurs à bain d'huile remplacent les refroidisseurs à air soufflé sur les moules qui servent à souder les plaques. Deux de ceux qui ont tenu ce poste sont actuellement en maladie.

Deux autres ouvriers de cet atelier ont récemment dépassé les 80 microgrammes de plomb pour 100 millilitres de sang - dose limite pour la reconnaissance en tant que maladie professionnelle par la Sécurité sociale. Le patron s'est décidé à faire quelque chose : au bout de 6 ans et encore sur 2 lignes sur 5 et parce que cela améliorait la production.

Pour presque tous, l'intoxication se manifeste par un organisme affaibli, l'énervement, la fatigue et les vertiges, avec pour conséquence des maladies très nombreuses et des accidents de travail.

Résultat, ceux qui le peuvent ne restent plus : 10 travailleurs ont donné leur compte en 2 mois.

Il faut dire que ce ne sont pas les salaires bloqués depuis 10 ans qui risquent de les retenir.

Quant à nous, qui restons, nous ne sommes pas non plus prêts à y laisser notre santé. La CGE qui a fait une OPA sur la CEAC, l'an dernier, affiche des actions en hausse de 30 % en 9 mois. Alors elle pourrait améliorer la paye et les conditions de travail !

Correspondant LO

Unilever (Haubourdin Nord)

LE RIDICULE NE TUE PAS

Lors d'un Comité d'entreprise de l'usine LEVER à Haubourdin (Nord), un membre de l'UGICT-CGT, membre du PC, est intervnu pour demander au PDG si le groupe UNILEVER comptait s'implanter dans les pays de l'Est.

Il a ajouté sans rire qu'à choisir c'était en RDA que le trust avait le plus intérêt à investir. En effet, *«avec le Mark est qui sera bientôt à un pour un»*, disait-il à l'époque, c'est le moment où c'est le plus avantageux.

Il conseillait par ailleurs à UNILEVER de demander des indemnisations pour ses sociétés qui avaient été nationalisées en 1945...

Le PDG rassurait ce syndicaliste prétendument «communiste» : *«Nous suivons l'affaire de très près, nous avons des personnes sur place !»*

Un CE plus tard, un autre syndicaliste (CGT, membre du PC également) faisait constater que le niveau de vie d'une partie importante des Français baissait et suggérait donc à LEVER de développer la production de savons «bas de gamme» pour ce public-là.

Mieux vaut décidément que de tels syndicalistes donnent des conseils aux patrons, plutôt qu'aux ouvriers !

Correspondant LO

L'Etat et les statistiques du chômage

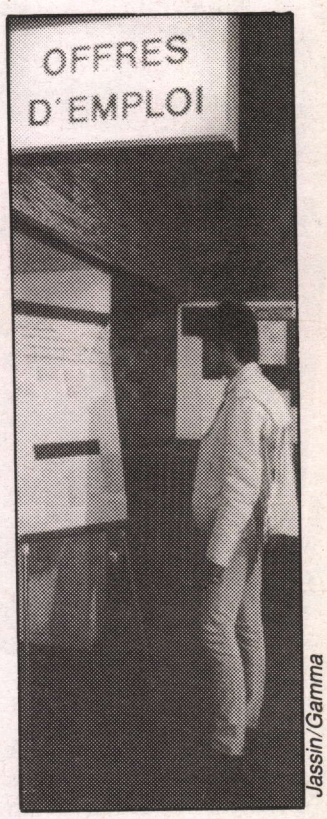
PILE JE GAGNE, FACE TU PERDS !

Les chiffres du chômage pour le mois de juin sont mauvais pour le gouvernement. En données corrigées des variations saisonnières, il y aurait 31 800 chômeurs de plus qu'en mai, soit une hausse de 1,3 % en un mois. Un mauvais résultat qui fait notamment franchir à nouveau la barre des 2,5 millions de chômeurs avec 2 512 000 demandeurs d'emploi. Et cela alors que le chiffre des chômeurs indemnisés a baissé de 2,3 % pour le même mois de juin !

Mais si le gouvernement est totalement incapable de diminuer l'ampleur de ce fléau, il est par contre assez doué pour en faire artificiellement diminuer les chiffres. Ainsi pour expliquer le mauvais résultat du mois de juin, le ministère du Travail et de l'Emploi a invoqué des erreurs d'informatique et de classification. Ainsi un ordinateur en panne aurait empêché la radiation des listes de l'ANPE de 12 000 chômeurs de l'Ouest. Autre "erreur" informatique : des chômeurs, indûment radiés des listes en mai, auraient été rajoutés en juin. De plus 8 000 travailleurs en contrats emploi-solidarité auraient été mal classés, le ministère ne les considérant plus comme chômeurs.

En somme l'Etat s'est trompé dans ses propres magouilles et se perd lui-même dans le labyrinthe de stages TUC, PIL, SIVP, etc. qu'il a créés justement pour masquer les chiffres réels du chômage. Et aujourd'hui, parce que ça l'arrange, le gouvernement veut bien lever un coin du voile : quand les chiffres sont bons, il considère les statistiques comme valables ; quand ils sont mauvais il révèle qu'elles sont non significatives...

Est-ce une façon de se prémunir contre des revers futurs, que nos experts, si prompts à crier victoire, ont peut-être déjà prévus ?



Jassin/Gamma

Parcours d'un combattant

Le 9 mars 1990, un homme braquait une banque et repartait avec 15 000 francs. Si le butin était bien pâle, le braqueur lui était haut en couleur. Ancien officier de Saint-Cyr, chevalier de la Légion d'honneur, ancien juge de tribunal de grande instance, ancien substitut du procureur de la République ; cet amoureux de l'ordre fut même par trois fois candidat du Front National aux élections législatives et régionales.

A force de répéter en tant que candidat que la justice était trop laxiste, il a fini par le croire...

L'ART DE FAIRE MONTER LES PRIX

Cent ans après le suicide du peintre Van Gogh, mort dans la misère et n'ayant vendu qu'un seul tableau de son vivant, des obsèques lui ont été organisées à Auvers-sur-Oise, avec messe et cortège funèbre.

Cette résurrection de l'artiste s'accompagne d'un nouveau culte, d'autant plus vivace en cette période de spéculation, que ses tableaux s'arrachent à coups de millions de dollars. Plus que *Les Tournesols* ou que *Les Iris*, c'est sûrement «le Veau d'or» qui est adoré.

Dette et déficit du budget

POUR QUI L'ETAT S'ENDETTE-T-IL ?

L'Etat français vient de rembourser par anticipation une dette de 350 millions de dollars et une autre de 40 millions d'ECU, épongeant, à 40 millions d'ECU près, ses dettes à l'égard d'organismes internationaux, pools bancaires ou Communauté économique européenne. Cela a été l'occasion, pour Bérégovoy, ministre de l'Economie, de faire un petit numéro sur le thème de la bonne santé financière de l'Etat français.

En fait de «bonne santé», l'Etat est toujours très endetté. Chaque année il dépense nettement plus d'argent qu'il n'en collecte et, à défaut de faire marcher la planche à billets, il doit bien emprunter d'une manière ou d'une autre de quoi financer ce déficit budgétaire : à une certaine époque à l'aide de grands emprunts d'Etat, aujourd'hui plutôt en émettant des titres du Trésor achetables par qui veut bien les acheter, français ou étrangers soit dit en passant, c'est ainsi que, d'une dépendance à l'égard des grands prêteurs internationaux, l'Etat français est passé à une dépendance à l'égard des marchés financiers, gouvernés par la spéculation.

Ainsi, actuellement, la dette globale de l'Etat (sans compter celle d'organismes publics qui dépendent de ses décisions politiques comme l'EDF, la SNCF ou autres) dépasse les 1600 milliards de francs. La charge de cette dette est de 138 milliards de francs dans le budget 1990 (qui doit tourner autour de 1 230 milliards avec un déficit de 80 milliards de francs).

Alors Bérégovoy peut plastronner et se féliciter des résultats de sa «rigueur». Comme tout ministre des Finances, son travail tient surtout de la cavalerie financière ; une «cavalerie» dont on peut se sortir plus ou moins bien, mais qui, de toute façon, profite toujours aux mêmes à travers les dépenses militaires (les crédits du ministère de la Défense sont de 215 milliards en 1990), celles de la recherche, le budget de l'industrie, les crédits d'équipement de tel ou tel ministère. Une part énorme de cet argent est consacrée au soutien des profits patronaux.

Pierre LEMAIRE

Éducation nationale

Pas assez de profs ?

JOSPIN SUPPRIME LES COURS !

Lionel Jospin, le ministre de l'Education nationale, vient de décider la suppression des cours de physique et chimie dans les classes de 6e et de 5e, dans lesquelles ils avaient été introduits en 1976. Cette suppression est accompagnée d'un renforcement de l'horaire de ces matières dans les classes de 4e et 3e, horaire qui passerait de 1 h 30 à 2 heures. Ces mesures seraient applicables pour les élèves rentrant en 6e en 1991.

Jospin avait demandé, début juillet, son avis au conseil consultatif de l'éducation, composé de représentants des syndicats d'enseignants et des fédérations de parents d'élèves. C'est sans doute parce que ce conseil avait donné un avis massivement négatif (44 voix contre 5), le 18 juillet, qu'il a rendu publique sa décision en plein milieu des vacances, comme n'importe quelle vulgaire augmentation des tarifs d'EDF ou des transports en commun.

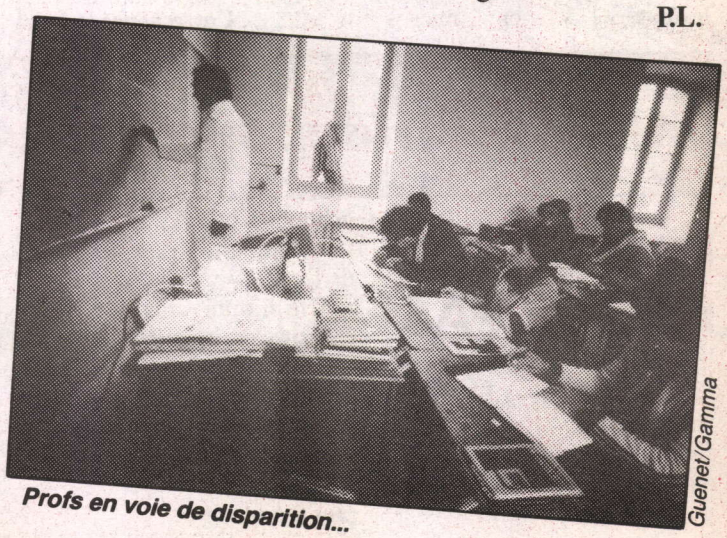
Officiellement, il s'agit d'alléger les programmes en début de secondaire, d'éviter des recoupements avec les cours de technologie et de centrer la prise de contact avec la culture scientifique sur la biologie et la technologie qui *«par leur caractère concret et attrayant sont plus directement accessibles à de jeunes élèves»*.

Mais ces considérations «pédagogiques» cachent des raisons plus sordides... et plus réelles : la physique et la chimie réclament des moyens matériels qui font souvent défaut surtout l'Etat, en raison des difficultés matérielles et de la faiblesse des salaires, ne trouve pas les professeurs, même lorsque classes et postes budgétaires existent : cette année, 57% des postes de physique-chimie n'ont pu être pourvus.

Ces décisions permettront à l'Education nationale d'économiser 60 000 heures d'enseignement et plus de 3 000 postes d'enseignants.

A défaut de régler le problème Jospin le supprime. Il n'est peut-être pas l'ami de la physique-chimie mais à coup sûr le roi de l'alchimie budgétaire.

P.L.


Guenet/Gamma

Profs en voie de disparition...

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995